



GIZ Union africaine

Leadership de la jeunesse africaine : Créer l'Afrique *qu'elle* souhaite !

Rapport annuel 2024

Abbreviations

| | |
|--------------|---|
| AA | Ministère fédéral allemand des affaires étrangères |
| Africa CDC | Centres africains de contrôle et de prévention des maladies |
| AFRIPOL | Mécanisme de coopération policière de l'UA |
| AGA | Architecture africaine de gouvernance |
| APSA | Architecture africaine de paix et de sécurité |
| AU | Union africaine |
| AUBP | Programme de l'Union africaine pour les frontières |
| AUDA-NEPAD | Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique |
| AWARE | Promotion des droits humains et de l'autonomisation des femmes en Afrique |
| BMZ | Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement |
| CEDEAO | Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest |
| CEEAC | Communauté économique des États de l'Afrique centrale |
| CER | Communautés économiques régionales |
| CUA | Commission de l'Union africaine |
| DataCipation | Politiques numériques de données inclusives et harmonisées en Afrique |
| EAC | Communauté de l'Afrique de l'Est |
| GIZ | Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH |
| IGAD | Autorité intergouvernementale pour le développement |
| NELGA | Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique |
| ODDs | Objectifs de développement durable |
| PIDA | Programme pour le développement des infrastructures en Afrique |
| RIA | Initiative pour la résilience en Afrique |
| SADC | Communauté de développement de l'Afrique australe |
| SIFA | Initiative compétences pour l'Afrique |
| UE | Union européenne |
| ZLECAf | Zone de libre-échange continentale africaine |

Sommaire

| | |
|--|----|
| MOT DE BIENVENUE | 4 |
| par Dr Tobias Thiel, Directeur de la GIZ Union africaine | |
| À PROPOS DE LA GIZ UA | 6 |
| Notre travail, notre équipe et notre impact | |
| 20 ANS DE PARTENARIAT | 14 |
| Faits marquants du partenariat entre l'Union Africaine et l'Allemagne | |
| Réflexions | |
| Perspectives d'anciens Directeurs de la GIZ Union Africaine | |
| JEUNESSE | 20 |
| TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS | 22 |
| Créer la prospérité pour les femmes et les jeunes grâce à la collaboration | |
| RENFORCER LA RÉSILIENCE DES VILLES AFRICAINES | 26 |
| Leadership des jeunes pour la planification urbaine et la réduction des risques de catastrophe | |
| DOTER LA JEUNESSE AFRICAINE DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES À L'APPRENTISSAGE | 30 |
| Façonner l'avenir de l'éducation | |
| PORTRAITS ET TEMOIGNAGES | 34 |
| FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE | 38 |
| PERSPECTIVES 2025 | 46 |



MOT DE BIENVENUE

par Dr Tobias Thiel,
Directeur de la
GIZ Union africaine

Chers partenaires, collègues et amis,

Je suis ravi de vous présenter cette édition spéciale du rapport annuel 2024 de la GIZ Union africaine, célébrant 20 ans de partenariat avec l'Union africaine.

Son thème **Leadership de la jeunesse africaine : créer l'Afrique qu'elle souhaite !** met en lumière le rôle essentiel des jeunes dans l'avenir économique, social et politique du continent. L'année 2024 a marqué une étape importante pour la jeunesse africaine. Consciente de la nécessité d'investir dans la jeunesse africaine, l'Union africaine a pertinemment déclaré 2024 « Année de l'éducation : Éduquer une Afrique adaptée au 21^e siècle ». Cette initiative cruciale a contribué à relancer l'élan en faveur de l'éducation, du développement des compétences et de l'autonomisation des jeunes sur tout le continent.

Ce rapport arrive à un tournant décisif des relations internationales. Les principes fondamentaux du multilatéralisme – prise de décision collective, respect des règles communes, égalité entre les États, coopération et solidarité – sont en train d'être radicalement ébranlés. À leur place, les politiques de pouvoir transactionnelles et la réduction de la coopération internationale érodent l'intégrité et la cohésion de l'ordre international. Face à cette dynamique mondiale changeante, doter l'Union africaine – une institution fondée sur des règles et ancrée dans le leadership africain – d'un mandat plus solide et de capacités renforcées n'est pas seulement une option, mais un impératif stratégique pour (re)construire un système international plus juste et plus inclusif. Le thème de l'UA pour 2025 : « Justice pour les Africains et les afro-descendants au travers des réparations » offre une occasion de réflexion à cet égard.

Dans ce contexte, l'équipe de la GIZ Union africaine, composée de plus de 250 professionnels dévoués répartis dans 22 États membres de l'Union africaine, se réjouit de deux décennies de partenariat fructueux avec l'institution. Ce qui a débuté en 2004 comme un petit projet de renforcement des capacités est devenu l'un des portefeuilles les plus dynamiques et les plus vastes de la GIZ en Afrique. Aujourd'hui, ce portefeuille couvre cinq



secteurs clés : la consolidation de la paix et la prévention des conflits ; la gouvernance ; la croissance économique durable ; la transition juste ; ainsi que la santé et le développement social, couvrant ainsi la quasi-totalité des priorités de l'Union africaine dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA : L'Afrique que nous voulons.

Dans ce rapport, nous partageons les témoignages de nos collaborateurs, partenaires et commanditaires, qui témoignent de l'impact de notre travail. Il présente également des témoignages d'impact centrés sur les jeunes, mettant en lumière des points forts de notre action en faveur de l'inclusion des femmes et des jeunes, de la construction de villes africaines résilientes et de l'autonomisation des jeunes par le développement des compétences.

Pour 2025 et au-delà, nous attendons avec impatience les nouvelles perspectives et le dynamisme que la nouvelle direction de la Commission de l'Union africaine – élue sur la base du mérite, de l'intégrité, de l'équilibre régional et de l'égalité des sexes – apportera pour relever des défis complexes, accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA et mener la réforme institutionnelle de la Commission. Nous adressons nos sincères remerciements au ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, au ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, à l'Union européenne et aux autres partenaires financiers pour leur engagement envers notre mission commune de soutien à l'Union africaine.

Alors que nous entamons une nouvelle année, nous sommes impatients d'approfondir et d'élargir davantage notre partenariat avec l'Union africaine, une collaboration fondée sur la confiance mutuelle et un engagement commun à faire progresser le développement durable sur tout le continent.

Addis-Abeba, mai 2025

Notre vision



Nous sommes
un **PARTENAIRE**
DE **CONFIANCE** de
l'Union africaine



Nous **INCARNONS LE**
CHANGEMENT
et facilitons le
changement à
travers le continent



Nous **CONNECTONS**
LES PERSONNES,
LES PARTENAIRES
& **LES IDEES**
à travers l'Afrique



Nous encourageons
l'**INNOVATION**
et les **SOLUTIONS**
DURABLES pour les
défis continentaux

L'Union africaine est l'organisation panafricaine la plus importante, réunissant les 55 États africains. Elle joue un rôle essentiel dans la promotion de la paix et de la sécurité, de la gouvernance démocratique, de l'intégration économique régionale et du développement social sur l'ensemble du continent. L'UA est un partenaire stratégique pour la coopération internationale de l'Allemagne.

Depuis 2004, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) travaille avec la Commission de l'UA ainsi qu'avec de nombreuses institutions et agences spécialisées de l'UA pour mettre en œuvre conjointement des programmes et des projets aux niveaux continental, régional et national. Il s'agit, notamment, de l'Agence de développement de l'UA (AUDA-NEPAD), du secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), du mécanisme de coopération policière de l'UA (AFRIPOL) et des centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC).

Le partenariat UA-GIZ est guidé par la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique visant à trouver des solutions africaines aux défis africains afin de réaliser l'Afrique que les Africains souhaitent. À cette fin, son cadre stratégique pour la croissance inclusive et le développement durable est l'Agenda 2063. Les sept aspirations fondamentales de l'Agenda 2063 sont conçues pour accélérer la croissance et le développement de l'Afrique tout en contribuant simultanément à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies et de ses Objectifs de développement durable (ODD).



VISION DE L'UA

Une Afrique intégrée, prospère et pacifique,
dirigée par ses propres citoyens et
représentant une force dynamique sur la
scène internationale





A PROPOS DE LA GIZ UA

Notre travail, notre équipe et notre impact

Domaines d'intervention

En tant que partenaire solide de l'Union africaine, la GIZ Union africaine s'engage à promouvoir les aspirations du continent et les objectifs de développement mondiaux. Au nom de nos commanditaires - le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (AA) - ainsi que d'autres partenaires internationaux tels que l'Union européenne, la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Agence suisse pour le développement et la coopération, la GIZ UA joue un rôle essentiel en soutenant les efforts de l'UA dans plus de 44 de ses 55 États membres.

Notre travail se concentre sur les cinq secteurs clés suivants :

- Consolidation de la paix et prévention des conflits :** Nous renforçons les mécanismes de résolution des conflits, de réponse aux crises et de consolidation de la paix afin de favoriser la stabilité et la sécurité sur le continent.
- La gouvernance :** Nous renforçons les structures de gouvernance, promovons les principes démocratiques et soutenons les institutions qui favorisent un leadership inclusif et responsable, et promouvant les droits des femmes.
- Croissance économique durable :** Nous favorisons la résilience économique, l'innovation et les possibilités d'emplois afin d'assurer la prospérité à long terme des sociétés africaines, ainsi que l'intégration économique régionale.
- Santé et développement social :** Nous soutenons les systèmes de santé et les politiques sociales qui améliorent le bien-être et l'inclusion des diverses communautés.
- La Transition juste :** Nous facilitons l'adoption de politiques respectueuses du climat, le développement rural, l'accès à l'énergie durable et la transformation de l'économie verte pour un avenir durable.

Les programmes et projets de la GIZ UA s'alignent sur les objectifs de développement durable des Nations unies et sur les aspirations de l'UA dans le cadre de l'Agenda 2063, renforçant ainsi la vision panafricaine de l'unité, de l'autodétermination, de la liberté, du progrès et de la prospérité collective.

AGENDA 2063 ET SES 7 ASPIRATIONS

1

Une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable

2

Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré sur les idéaux du panafricanisme et la vision de la renaissance africaine

3

Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits humains, de justice et d'État de droit

4

Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité

5

Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, de valeurs et d'éthique partagées

6

Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, et qui se soucie du bien-être des enfants

7

Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale

Programmes et projets de la GIZ Union africaine

Gouvernance



| | |
|--------|---|
| ICBP | Programme de renforcement des capacités institutionnelles (01/2024 - 12/2026, 6,5 millions d'euros) |
| AWARE | Promotion des droits humains et de l'autonomisation des femmes en Afrique (07/2023 - 06/2026, 9,0 millions d'euros) |
| SFIFD | Renforcement du financement du développement en Afrique par la lutte contre les flux financiers illicites et la gestion efficace de la dette y compris l'action multi-donateurs « SecFin Africa » (07/2024 - 06/2028, 24,4 millions d'euros) * |
| GFG | Bonne gouvernance financière en Afrique y compris l'initiative multi-donateurs « lutte contre les flux financiers illicites en Afrique » (02/2019 - 06/2025, 11,0 millions d'euros) * / **** |
| BRIDGE | Promotion des droits des personnes handicapées en Afrique (11/2024 - 10/2028, 8,0 millions d'euros) |
| F4F | Forest4Future (01/2020 - 06/2027, 0,7 million d'euros) |
| K4T | Soutenir les liens entre la recherche et la politique économique en Afrique (01/2022 - 06/2025, 0,4 million d'euros) |
| SFF | Gestion de la dette (08/2023 - 10/2025, 0,5 million d'euros) |



Croissance économique durable



| | |
|--------------|---|
| ZLECAF | Soutien à la zone de libre-échange continentale africaine y compris les actions multi-donateurs « Facilité d'assistance technique de l'équipe Europe pour soutenir la ZLECAF et l'intégration économique continentale » et « Commerce des services » (08/2020 - 06/2026, 70,0 millions d'euros) * / ** |
| AfPQ | Alliance pour la qualité des produits en Afrique (03/2023 - 03/2026, 5,0 millions d'euros) |
| Migration | Soutien à l'Union africaine en matière de migration de main-d'œuvre et de libre circulation y compris une contribution pour l'«Action relative au plan conjoint de migration de main-d'œuvre (JLMP) » (01/2022 - 12/2025, 14,7 millions d'euros) *** |
| DataCipation | Des politiques numériques et de données inclusives et harmonisées en Afrique y compris l'initiative multidonateurs « Gouvernance des données en Afrique » (06/2020 - 07/2026, 41,3 millions d'euros) * |
| Cyber | Partenariat pour le renforcement de la cybersécurité (02/2023 - 06/2026, 0,5 million d'euros) |
| SIFA | Initiative compétences pour l'Afrique (01/2023 - 12/2025, 7,9 millions d'euros) |
| HMCCC | Mobilité humaine dans le contexte du changement climatique y compris une contribution pour « Améliorer la mise en œuvre d'approches de la mobilité humaine résilientes au climat et sensibles au genre dans le contexte du changement climatique » (12/2023 - 03/2027, 0,8 million d'euros) *** |



Tous les programmes et projets sont mis en œuvre au nom du gouvernement allemand.

Consolidation de la paix et prévention des conflits



| | |
|----------|--|
| APSA-AGA | Soutien à l'UA dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la gouvernance (05/2022 - 04/2026, 13,7 millions d'euros) |
| TANA | Soutien au forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique (07/2021 - 04/2025, 5,0 millions d'euros) |
| AUBP | Gouvernance des frontières - Soutien au programme de l'Union africaine sur les frontières (07/2023 - 06/2026, 15,0 millions d'euros) |
| AFRIPOL | Programme d'édification et de renforcement des structures policières en Afrique (01/2023 - 06/2026, 1,7 million d'euros) |



Santé et développement social



| | |
|---------------|---|
| SCPRA | Renforcement de la prévention des crises et des pandémies en Afrique y compris l'action multi-donateurs « Renforcer la coordination OneHealth en Afrique : Soutien à Africa CDC » (12/2021 - 02/2028, 23,9 millions d'euros) * |
| BACKUP Health | Programme mondial de renforcement des systèmes de santé y compris la « Structure de soutien pour l'initiative Team Europe sur la fabrication et l'accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique (MAV+) » (04/2020 - 03/2026, 3,3 millions d'euros) * |
| PROH | Résilience à la pandémie, One Health (09/2024 - 08/2026, 5,2 millions d'euros) * |
| OHDA | One Health Data Alliance Afrique (01/2022 - 12/2025, 2,5 millions d'euros) |
| S4DA | Sports pour le développement en Afrique (08/2022 - 06/2025, 2,1 millions d'euros) |



Une Transition juste



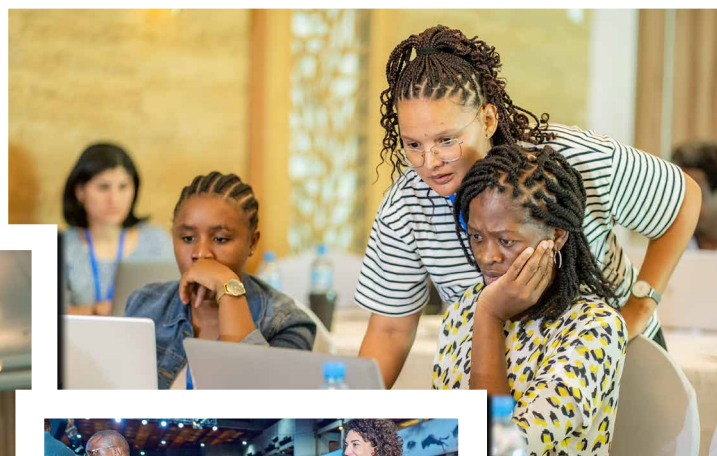
| | |
|---------|---|
| SLGA | Renforcement des capacités de conseil pour la gouvernance foncière en Afrique (11/2014 - 02/2026, 47,8 millions d'euros) |
| RIA | Initiative pour la résilience en Afrique (07/2022 - 06/2026, 16,5 millions d'euros) |
| PIDA | Corridors d'infrastructures vertes pour le commerce intra-africain (soutien au PIDA) (11/2021 - 10/2025, 13,5 millions d'euros) |
| AEEP | Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (04/2018 - 09/2026, 11,7 millions d'euros) * |
| ABF | Mécanisme de financement des entreprises agricoles pour l'Afrique (01/2020 - 06/2027, 1,0 million d'euros) |
| BlueSec | Sécurité mondiale de l'eau - Coopération pour la résilience et la prévention des conflits y compris l'action multi-donateurs « Blue Africa » (01/2024 - 10/2027, EUR 12.2 million) * |
| AgSys | Programme mondial sur les systèmes et politiques agricoles durables (03/2023 - 12/2027, 0,5 million d'euros) |
| LiveSys | Catalyser la transformation vers des systèmes d'élevage durables (01/2024 - 12/2028, 2,5 millions d'euros) |
| Energy | Accélérer la transition énergétique en Afrique (01/2025 - 11/2027, 16,5 millions d'euros) |



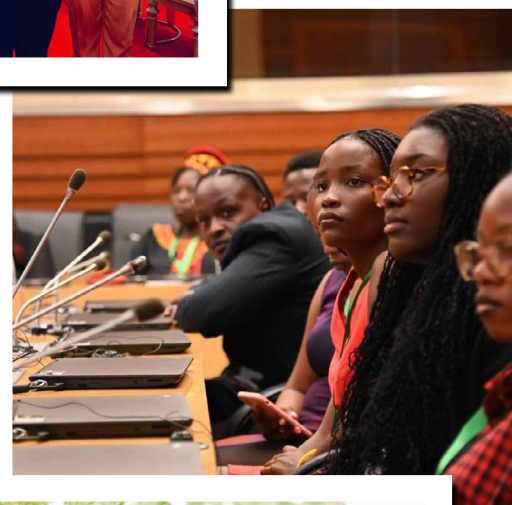
Notre Travail En 2024



Plus de 6000 professionnels ont amélioré leurs compétences grâce à des formations



L'engagement du secteur privé et de la société civile a été renforcé dans **plus de 50 initiatives continentales**, favorisant une prise de décision inclusive et efficace



Plus de 11 000 personnes se sont connectées, ont collaboré et ont échangé des connaissances lors de plus de 100 événements organisés sur tout le continent



Nos campagnes en ligne ont touché plus de **5 millions+** d'utilisateurs de médias sociaux, favorisant la sensibilisation et l'engagement



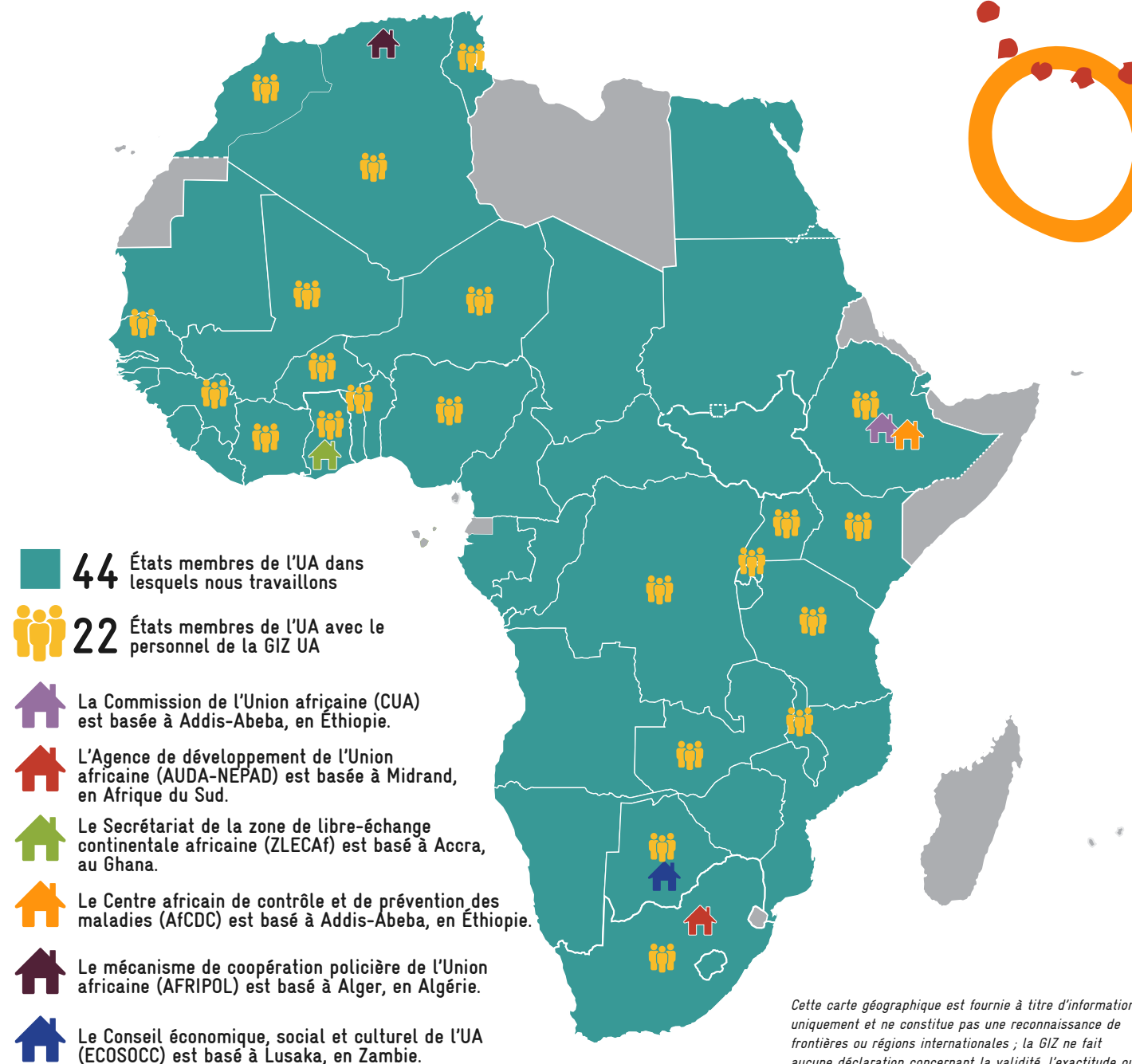
En collaboration avec nos partenaires, nous avons développé **plus de 100 produits de connaissance** pour accélérer l'intégration régionale



Nous avons veillé à ce que les déclarations relatives aux droits humains, à l'égalité entre les hommes et les femmes et à la protection du climat soient incluses dans **41 documents officiels** de l'UA



Faits et chiffres

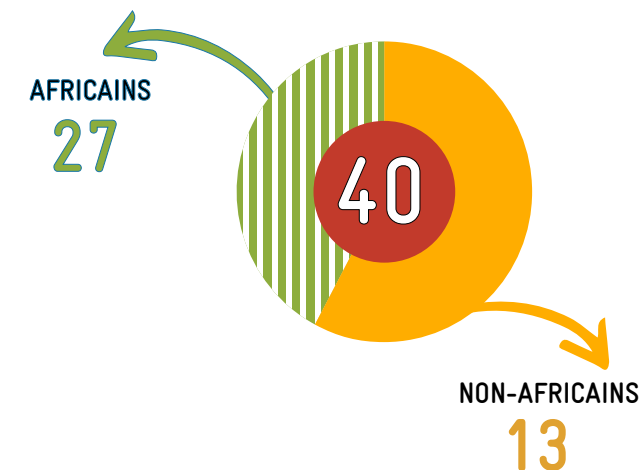


Cette carte géographique est fournie à titre d'information uniquement et ne constitue pas une reconnaissance de frontières ou régions internationales ; la GIZ ne fait aucune déclaration concernant la validité, l'exactitude ou l'exhaustivité des cartes et n'assume aucune responsabilité résultant de l'utilisation des informations qu'elle contient.

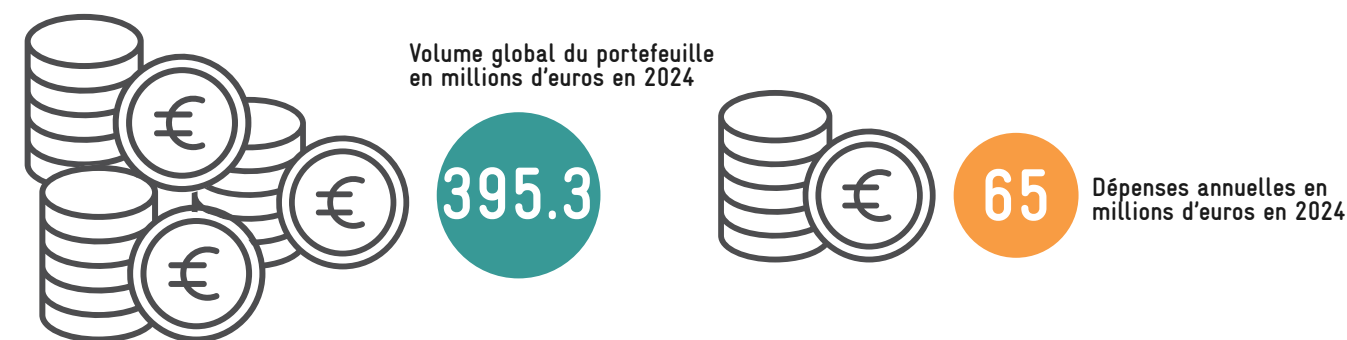
L'ÉQUIPE DE LA GIZ UA



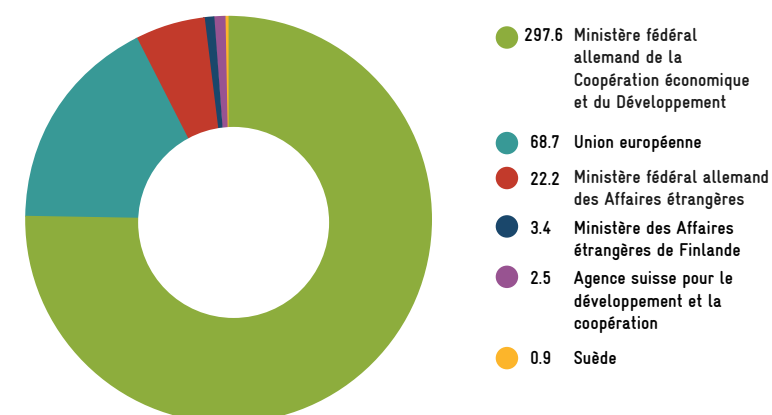
NATIONALITÉS



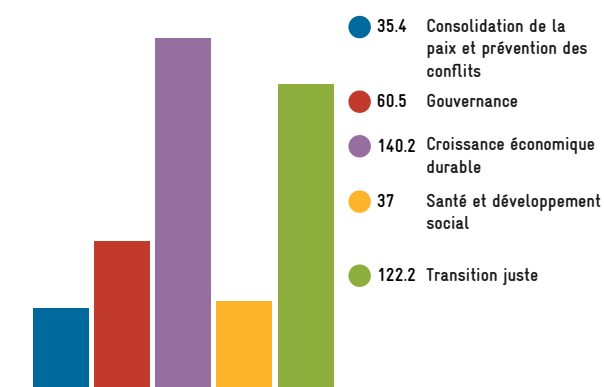
BUDGET ET DÉPENSES



Financement par source en millions d'euros



Financement par secteurs en millions d'euros



National



Régional



Continental



20 ANS DE PARTENARIAT ENTRE L'UNION AFRICAINE ET L'ALLEMAGNE



2004

Lancement officiel du partenariat entre l'Union africaine récemment fondée et l'Allemagne par le lancement du programme de renforcement des capacités institutionnelles

2005

Début du soutien à l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) en mettant l'accent sur l'alerte précoce aux conflits, la médiation et la Force africaine en attente

2006

Coopération avec la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), renforçant les initiatives en matière de droits humains sur tout le continent

Soutien au Parlement panafricain (PAP) et au NEPAD en matière de réforme institutionnelle et de développement des capacités

2008

Lancement du Programme frontière de l'Union africaine (PFUA), initialement dans six pays, puis étendu à 35 États membres. À ce jour, plus de 8 000 km de frontières ont été mieux délimitées afin de prévenir les conflits

Soutien au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) : Pendant plus de 12 ans, l'Allemagne a soutenu le PDDAA pour promouvoir une agriculture résiliente au changement climatique dans plus de 30 pays africains

Lancement du Programme de Renforcement des capacités de conseil pour la gouvernance foncière en Afrique (SLGA). Depuis, le projet a formé plus de 3 500 personnes et soutenu 15 000 outils de connaissance et bases de données pour améliorer les politiques foncières en Afrique

Début du soutien au Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). À ce jour, l'Allemagne a soutenu 69 projets d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et des technologies de l'information

Agenda 2063
The Africa We Want

2013

Adoption de l'Agenda 2063 : Les États membres de l'UA adoptent l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. L'Agenda 2063 est le plan directeur de l'Afrique pour en faire la puissance mondiale de demain

2012

Le premier Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique se déroule avec le soutien de l'Allemagne et offre une plateforme aux dirigeants africains pour développer des solutions africaines aux défis de sécurité du continent



2014

2015

L'UA et l'Allemagne signent un accord de coopération au développement pour approfondir leurs liens et formaliser davantage le soutien de la GIZ et d'autres organisations allemandes de mise en œuvre

2016

Inauguration du bâtiment Julius Nyerere pour la paix et la sécurité à Addis-Abeba, construit avec le soutien de l'Allemagne, par la présidente de la Commission de l'UA, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, et la chancelière fédérale allemande, Dr Angela Merkel



Lancement de l'Initiative Compétences pour l'Afrique (SIFA) pour stimuler l'emploi des jeunes et des femmes

2018

Création d'un bureau de la GIZ dédié à l'Union africaine, reflétant le partenariat croissant et sa portée continentale



Signature de l'accord-cadre sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour un marché unique continental. L'Allemagne soutient ce projet phare de l'Agenda 2063 en collaborant avec les institutions de l'UA, les communautés économiques régionales et les États membres de l'UA

Adoption du Protocole sur la libre circulation, une étape clé vers la mobilité intra-africaine. La GIZ collabore avec l'UA et ses partenaires internationaux pour améliorer la gouvernance migratoire

2020

Soutien aux Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) pendant la pandémie de Covid-19. Le travail de la GIZ renforce la préparation des institutions africaines aux défis sanitaires actuels et futurs.



2021

Lancement du Programme 'Digital et Innovation' de l'UA, un programme d'un an visant à intégrer les talents technologiques africains au sein des départements de l'UA. Des jeunes de dix pays africains co-crée des solutions numériques et pilotent la transformation numérique de l'UA de l'intérieur

2022

Lancement du Programme 'Médias' de l'UA qui vise à promouvoir le développement des médias et le journalisme en Afrique. Il permet aux journalistes et aux créateurs de raconter des histoires axées sur le développement, à partir de perspectives africaines, et de façonner des récits par et pour les Africains

2024

L'UA et l'Allemagne célèbrent 20 ans de partenariat au nouveau bureau de la GIZ à Addis-Abeba. Le directeur général de la Commission de l'UA et l'ambassadeur d'Allemagne réaffirment leur engagement à poursuivre cette coopération fructueuse pendant de nombreuses années

Réflexions



« À la Commission de l'Union africaine, nous sommes très heureux du partenariat que nous entretenons avec la GIZ. Nous célébrons les 20 ans de ce partenariat fructueux et nous nous réjouissons d'un nouveau cycle de 20 ans pour concrétiser nos ambitions communes.

– S.E. l'ambassadeur Dr Fathallah Sijilmassi
Directeur général de la Commission de l'Union africaine

« Au cours des deux dernières décennies, notre partenariat avec l'Union africaine a contribué à la mise en place de cadres clés, tels que la Zone de libre-échange continentale africaine. Nous avons également soutenu de nombreux jeunes innovateurs et artisans de la paix à travers l'Afrique. Les jeunes que nous avons mobilisés n'attendent pas : ils construisent l'Afrique qu'ils souhaitent. La GIZ est fière de les accompagner sur ce chemin.

– Anna Sophie Herken
Membre du conseil d'administration de la GIZ



« Ensemble, nous avons élaboré des normes et des standards pour mieux institutionnaliser l'égalité des genres. En conséquence, de nombreux États membres de l'UA, organes de l'UA et organisations de la société civile ont promulgué des lois et des politiques supplémentaires aux niveaux national et régional pour promouvoir l'égalité des genres.

– S.E. Bineta Diop
envoyée spéciale de la présidente de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité



« L'Afrique trace sa propre voie vers l'intégration continentale et le développement durable. Pour l'Allemagne et l'Europe, l'UA est un partenaire clé. Nous partageons un intérêt commun pour le maintien d'un ordre multilatéral fondé sur des règles. Depuis 2004, l'Allemagne soutient l'UA dans la réalisation des ambitions de son Agenda 2063. Nous sommes fiers de l'impact important que la GIZ a soutenu dans le cadre de la coopération allemande au développement, et nous restons attachés à notre partenariat étroit avec l'UA.

– S.E. Jens Hanefeld
Ambassadeur d'Allemagne en Éthiopie et observateur permanent auprès de l'Union africaine

« Ce partenariat a démontré que le véritable changement se produit lorsque les jeunes sont engagés, responsabilisés et outillés. Nous devons continuer à bâtir une Afrique où les jeunes sont en première ligne pour élaborer les politiques, prévenir les conflits et promouvoir une paix durable.

– Simone Mbodé Diouf
Jeune ambassadrice africaine pour la Paix (AYAP) pour l'Afrique de l'Ouest



Perspectives d'anciens directeurs de la GIZ Union africaine



Dr Uwe Kievelitz

Directeur de la GIZ Union africaine
2013-2017

Pouvez-vous nous rappeler les débuts du partenariat UA-Allemagne ? Quelles étaient alors les priorités ?

Lorsque j'ai pris mes fonctions de directeur, le partenariat était déjà bien établi, notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité, ainsi que de la gouvernance et des droits humains. Notre soutien consultatif étroit au cabinet du vice-président a été un atout essentiel, conférant à notre travail un poids politique et une orientation stratégique.

À mesure que l'UA prenait de l'importance dans un contexte africain en pleine évolution, l'Allemagne a considérablement accru son soutien. Cela nous a permis de nous développer dans des domaines clés comme l'éducation, l'agriculture et les infrastructures, tout en renforçant nos efforts en matière de gestion des frontières et de réforme de la police.

Quelles sont les principales réalisations de ce partenariat dont vous êtes particulièrement fier ?

Durant mon mandat, notre coopération a considérablement gagné en ampleur et en impact, comme en témoignent de nouveaux programmes audacieux à l'échelle du continent dans divers secteurs.

Issu d'une formation en matière de paix, de sécurité et de gouvernance, j'ai été particulièrement fier de moments symboliques forts, tels que les premières décisions de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, la mise en place d'une architecture de paix et de sécurité fonctionnelle et la conclusion d'accords frontaliers clés dans les régions touchées par les conflits. Ces étapes importantes ont montré que nous étions sur la bonne voie. Mais la réalisation la plus symbolique, et une marque durable de notre coopération durant mon mandat, a été l'inauguration du nouveau Bâtiment de la Paix et de la Sécurité de l'UA, construit avec le soutien de l'Allemagne.

Qu'est-ce qui a fait le succès du partenariat pendant votre mandat ?

J'ai toujours considéré nos collègues expérimentés et dévoués comme un facteur clé de notre réussite. J'ai eu la chance d'hériter d'une équipe solide et d'intégrer de nouveaux professionnels exceptionnels dotés d'une expertise technique, d'une expérience managériale et de compétences interpersonnelles qui ont permis de construire des partenariats solides et de confiance avec nos homologues de l'UA. Par ailleurs, mon parcours a également été marqué par d'excellentes relations avec nos commanditaires. Nous avons pu œuvrer à une vision largement partagée de la coopération et du soutien.

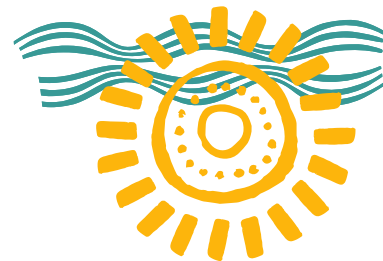
Comment votre passage à la GIZ Union Africaine a-t-il façonné votre compréhension du panafricanisme et de la coopération multilatérale ?

Mes années à la GIZ UA m'ont appris l'importance et les défis du panafricanisme et de la coopération multilatérale. Pour prendre de l'ampleur politique dans un monde en mutation, l'Afrique doit s'unir davantage, assumer un leadership et résoudre ses problèmes et conflits en interne. Mais y parvenir avec 55 pays, soit deux fois plus que dans l'UE, nécessite différents niveaux d'intégration, tant au niveau régional que continental. J'ai toujours apprécié le soutien de l'Allemagne à tous les niveaux : national, régional et continental.

J'ai également pu découvrir le dynamisme d'une nouvelle génération d'Africain-e-s, pleine d'énergie et de créativité, et davantage tournée vers les affaires qu'idéologiques. Cela me donne l'espoir que les fondements du panafricanisme classique (essentiel à son époque) donneront naissance à un internationalisme fort et pragmatique pour l'avenir.

Qu'est-ce que cela a signifié pour vous personnellement de travailler avec l'UA ?

Travailler avec l'UA impliquait une réflexion plus politique que dans d'autres contextes de la GIZ, et une action à grande échelle sans perdre de vue la réalité. Il fallait être en phase avec nos partenaires commanditaires en Allemagne, traduire les priorités politiques en programmes concrets, et vice versa. Cela impliquait également des échanges quotidiens avec des personnes passionnantes, au sein de notre bureau, entre institutions, lors de conférences et de visites à travers l'Afrique. Ce fut une période de rencontres enrichissantes et d'apprentissage humain profond, où l'on restait connecté aux enjeux mondiaux et aux réalités quotidiennes des Africain-e-s. Cela me manque beaucoup !



Dr Inge Baumgarten

Directrice de la GIZ Togo, directrice de la
GIZ Union Africaine 2017-2022

Pouvez-vous nous rappeler les débuts du partenariat UA-Allemagne ? Quelles étaient alors les priorités ?

Notre vision commune a toujours été ancrée dans l'ambitieux Agenda 2063 de l'UA. Les premières années ont été marquées par la mise en place d'institutions solides et un soutien concret à des initiatives panafricaines phares. Par exemple, nous avons contribué à la campagne « Faire taire les armes » et soutenu l'Institut d'études sur la paix et la sécurité (IPSS) pour le lancement de programmes de formation avancée et de collaborations universitaires. L'IPSS a ensuite accueilli le secrétariat de l'éminent Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique. Ces premiers efforts ont jeté les bases solides d'une collaboration continue en matière de renforcement des capacités et de développement panafricain.

Quelles sont les principales réalisations de ce partenariat dont vous êtes particulièrement fière ?

Je suis fière des résultats significatifs obtenus grâce à notre collaboration avec l'UA. Deux étapes clés témoignent de la valeur et de l'impact de nos efforts conjoints : notre travail sur le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) a démontré un investissement non seulement dans les infrastructures, mais aussi dans les moyens de subsistance et la croissance inclusive. Entre 2012 et 2018, les projets du PIDA ont généré environ 142 000 emplois directs et 117 000 emplois indirects, tout en construisant plus de 16 000 km de routes, 4 000 km de voies ferrées et 3 500 km de lignes électriques. Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons collaboré avec le CDC Afrique pour livrer plus d'1,4 million de kits de dépistage via le pont aérien humanitaire de l'UE à plus de 25 pays africains. Cela a marqué le début d'un partenariat plus large et durable axé sur le renforcement des systèmes de santé en Afrique.

Qu'est-ce qui a fait le succès du partenariat pendant votre mandat ?

Transparence et responsabilité, ancrées dans notre vision commune de partenariat et de confiance mutuelle. Nous avons concrétisé cette vision grâce à une mission claire : développer des solutions durables pour améliorer les moyens de subsistance tout en favorisant la connectivité continentale et l'engagement mondial. Afin de renforcer la confiance entre les diverses parties prenantes, nous avons investi dans la communication afin de mettre en avant les réalisations communes et d'amplifier la voix des partenaires à tous les niveaux. Cependant, les véritables catalyseurs ont été les relations humaines – personnel de la GIZ aux côtés de ses homologues de l'UA, décideurs politiques et dirigeants de la société civile – qui ont transformé le dialogue en résultats tangibles.

Comment votre passage à la GIZ Union Africaine a-t-il façonné votre compréhension du panafricanisme et de la coopération multilatérale ?

Mon passage à la GIZ UA a approfondi mon appréciation du panafricanisme et du pouvoir de la coopération multilatérale. J'admire depuis longtemps la vision fondatrice de l'UA, axée sur l'égalité, les opportunités et une Afrique unie avec une voix internationale forte.

La GIZ s'est avérée être un partenaire naturel de l'UA, compte tenu de sa vaste expertise et de sa présence dans les pays africains et les organisations régionales. J'ai appris que la diversité des personnes, des idées et des approches est un véritable atout dans le travail multilatéral, car elle permet de rapprocher les points de vue. Parallèlement, j'ai pu constater la complexité de l'harmonisation des agendas politiques et de la réalisation de progrès tangibles.

Ce qui m'a le plus marqué, c'est le rôle de passerelle de la GIZ. Cette expérience a renforcé ma conviction que l'unité et la collaboration en Afrique ne sont pas seulement des idéaux, mais des outils essentiels pour créer un changement positif et durable sur le continent et au-delà.

Qu'est-ce que cela a signifié pour vous personnellement de travailler avec l'UA ?

Travailler avec l'UA était plus qu'un simple emploi. Ce fut un privilège et un parcours qui a façonné ma vision de notre avenir commun. J'ai acquis une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés à la transposition des initiatives panafricaines aux réalités quotidiennes de chaque pays. Aujourd'hui, travaillant dans un État membre de l'UA, je m'appuie souvent sur ces enseignements pour articuler les priorités locales avec la vision continentale plus large. Ce sont les moments de connexion, d'inspiration et de convivialité, ainsi que le riche café éthiopien, qui resteront gravés dans ma mémoire.

JEUNESSE

L'avenir de l'Afrique est indéniablement lié à sa jeunesse. D'ici à 2050, la population du continent devrait atteindre environ 2,5 milliards de personnes, soit presque le double de la population de 1,5 milliard en 2024. Avec plus de 60 % de la population du continent âgée de moins de 25 ans, les jeunes façonnent le paysage économique, social et politique de l'Afrique. Le rapport de cette année souligne leur rôle de catalyseurs du changement, d'innovateurs et de leaders dans la construction d'une Afrique durable, inclusive et prospère.

L'Union africaine a reconnu l'immense potentiel des jeunes à travers son thème de l'année 2024, qui met l'accent sur l'éducation et le développement des compétences. Cette vision s'aligne sur l'aspiration 6 de l'Agenda 2063 - une Afrique tirée par ses populations et qui donne à sa jeunesse les moyens d'agir.

En investissant dans la jeunesse, la GIZ et ses partenaires investissent dans l'avenir de l'Afrique. Leurs voix et leurs actions garantissent que l'Afrique ne se contente pas de relever les défis d'aujourd'hui, mais qu'elle prospère grâce aux opportunités de demain - pour un avenir qui vaut la peine d'être vécu.

« Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, et qui se soucie du bien-être des enfants

– L'aspiration 6 de l'Agenda 2063 de l'UA

“ La rivière a beau être pleine, elle veut toujours grandir.
Congo ”

“ ወጣት የነብር ጣት.
(Amharique) La jeunesse est la griffe du tigre.
Éthiopie ”

“ L'enfant qui sait se laver les mains mangera avec les anciens.
Afrique de l'Ouest ”

“ التعليم في الصغر كالنقش على الحجر.
(Arabe) Apprendre pendant la jeunesse, c'est comme graver sur la pierre.
Afrique du Nord ”

“ Umuthi ugotshwa usemanzi.
(IsiZulu) Un arbre est plié alors qu'il est encore humide.
Afrique du Sud ”



TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS

Créer la prospérité pour les femmes et les jeunes grâce à la collaboration



Les femmes et les jeunes Africains disposent d'un immense potentiel pour stimuler la croissance économique et le changement social. Cependant, des inégalités de genre profondément ancrées et des barrières économiques continuent de limiter leurs opportunités.

Plus de la moitié de la population du continent est composée de femmes et de filles. Pourtant, les normes et pratiques sociales discriminatoires persistent, limitant l'accès à l'éducation, à l'emploi, au financement et à la participation politique. Parallèlement, le chômage des jeunes reste un problème pressant, avec plus de 72 millions de jeunes - dont deux tiers de jeunes femmes - privés d'emploi, d'éducation ou de formation.

Pour relever ces défis systémiques, l'UA a adopté des cadres juridiques et politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion économique. Toutefois, ces engagements sont mis en œuvre de manière incohérente dans les pays. Le projet UA-Allemagne 'Promotion des droits humains et de l'autonomisation des femmes en Afrique' (*African Women Advancing Rights and Empowerment, AWARE*), en accord avec le principe « de la politique à la pratique », s'efforce de combler ce fossé en faisant progresser les droits, les ressources et la représentation des femmes et des jeunes africains.

Changement transformateur grâce à AWARE



Le projet AWARE adopte une approche transformatrice de genre audacieuse se en appliquant le cadre suivant : droits, ressources et représentation. Il soutient les initiatives continentales qui s'attaquent aux causes structurelles des inégalités entre les hommes et les femmes en dotant les femmes et les jeunes des outils dont ils ont besoin pour s'épanouir. Un élément clé de ce travail est son partenariat avec la Direction des femmes, du genre et de la jeunesse de la Commission de l'UA par le biais de l'Initiative pour l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes (Women and Youth Economic Empowerment and Financial Inclusion, WYFEI). Cette initiative permettra de débloquer 100 milliards de dollars d'ici 2030 pour au moins 10 millions de femmes et de jeunes, favorisant ainsi une croissance économique inclusive grâce aux investissements et à l'accès aux services financiers

En juillet 2024, la WYFEI a organisé une réunion technique à Accra, au Ghana, rassemblant 200 parties prenantes de tout le continent et d'ailleurs pour évaluer les progrès, accélérer la mise en œuvre et renforcer l'action collective. L'événement a servi de plateforme aux acteurs clés pour s'aligner sur les prochaines étapes, en veillant à ce que l'initiative continue de conduire à un changement significatif et à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes Africains.

ODD

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Agenda 2063 :

1

6

Passer de la politique à l'action : réalisations en 2024

L'autonomisation des jeunes femmes entrepreneurs est au cœur de la mission d'AWARE. AWARE collabore notamment avec le réseau de femmes ougandaises Mkazipreneur et sa cohorte « Bold Women », un programme « Hi-Innovator » du Fonds national de sécurité sociale. Cette initiative permet aux femmes et aux jeunes entrepreneurs d'acquérir des compétences essentielles en matière d'éducation financière, de commercialisation de produits et de création de réseaux. Elles acquièrent ainsi la confiance et les outils nécessaires pour améliorer et développer leur entreprise.

Formations pour les entrepreneures

Les participantes suivent une formation intensive en gestion financière, en planification stratégique et en développement d'entreprise. Elles apprennent à se fixer des objectifs, à se motiver et à mettre en place des stratégies de croissance pour améliorer leur réussite à long terme.

Journée de présentation et investissement

Le programme se termine par une journée de présentation (Pitch Day), au cours de laquelle les entrepreneures présentent leurs idées commerciales à un panel d'investisseurs. En 2024, neuf entreprises sur onze ont réussi à obtenir 20 000 \$US chacune grâce à la Fondation Mastercard, ce qui leur a permis d'embaucher du personnel supplémentaire, d'étendre leurs activités et d'accroître leur rentabilité.

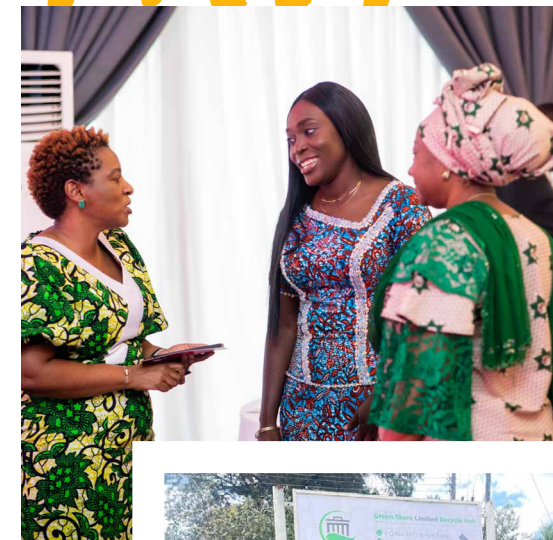
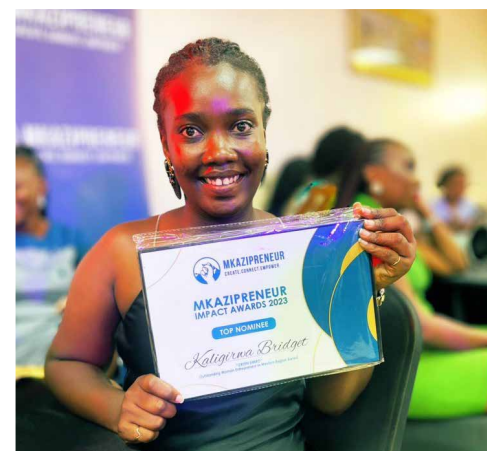
Accès aux systèmes financiers

En déposant ces fonds d'investissement dans les banques, les entrepreneures se créent un historique de crédit qui est important pour l'obtention future de prêts aux entreprises. Il s'agit d'une étape essentielle pour la viabilité à long terme de l'entreprise.

Le mentorat joue un rôle essentiel dans le soutien aux jeunes entrepreneurs qui, malgré une forte motivation et des idées novatrices, manquent souvent d'expérience commerciale structurée et d'antécédents recherchés par les investisseurs. La cohorte Bold Women comble cette lacune en fournissant les outils, les réseaux et les voies financières nécessaires à la croissance des entreprises. Grâce au soutien d'AWARE, Mkazipreneur a étendu son champ d'action à davantage de communautés rurales et mal desservies, garantissant ainsi que personne n'est laissé pour compte.

« Avant ce programme, nous étions confrontés à des problèmes d'espace, de financement et de sensibilisation. Aujourd'hui, nous recyclons plus de 148 tonnes d'engrais organique et 200 tonnes de déchets plastiques par an, créant ainsi 58 emplois directs. Notre communauté considère les déchets comme une opportunité et non comme un fardeau.

– Kigambo Bridget Kaligirwa, fondatrice de Green Shero Ltd, en Ouganda



L'autonomisation économique n'est pas seulement une question d'investissement financier, mais aussi d'élimination des barrières systémiques et de promotion d'opportunités inclusives et durables. Des partenariats stratégiques et des initiatives sur mesure peuvent créer un changement durable. En continuant à investir dans les femmes et les jeunes, le continent réalisera tout son potentiel économique et transformera les défis en opportunités pour un avenir prospère et équitable.



RENFORCER LA RÉSILIENCE DANS LES VILLES AFRICAINES

Leadership des jeunes en matière d'urbanisme et de réduction des risques de catastrophes



L'impact croissant du changement climatique est en train de remodeler le paysage urbain de l'Afrique. La hausse des températures, les phénomènes météorologiques extrêmes et l'urbanisation rapide mettent à l'épreuve des villes déjà en difficulté en raison de l'insuffisance des infrastructures et des mesures préventives. À l'échelle mondiale, 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée pour la quatrième année consécutive ; les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur se sont intensifiées, menaçant la vie de millions de personnes, en particulier en Afrique. Plus de la moitié de la population du continent, principalement dans les régions urbaines, est confrontée à des risques disproportionnés liés à ces chocs climatiques.

En réponse, l'Union africaine et ses États membres encouragent une compréhension commune des risques urbains et des solutions intégrées pour renforcer la résilience des villes. L'engagement de la jeunesse africaine, qui n'est pas seulement la plus touchée, mais aussi celle qui contribue le plus à une action climatique innovante, est au cœur de cet effort.

Une approche unifiée de la résilience

Grâce au Programme africain de résilience urbaine (*Africa Urban Resilience Programme*, AURP) piloté par le Département de l'agriculture, du développement rural, de l'économie bleue et de l'environnement durable de l'UA, l'UA établit un plan directeur pour l'adaptation au climat et la réduction des risques de catastrophe dans les villes. Le Gouvernement allemand soutient ce travail par l'intermédiaire de l'Initiative pour la résilience en Afrique (*Resilience Initiative Africa*, RIA), qui met l'accent sur la connaissance des risques de catastrophe, les systèmes d'alerte précoce multirisques et la planification du développement en fonction des risques. RIA veille à ce que le leadership des jeunes soit intégré dans la planification de la résilience et à ce que les villes et les communautés africaines soient équipées pour résister au changement climatique. En collaborant avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community*, SADC), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), *Slum Dwellers International* (SDI) et l'Initiative pour l'adaptation de l'Afrique (AAI), RIA met les politiques en pratique et contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.



Jeunesse pour le leadership climatique

Les jeunes Africains sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Ses conséquences - déplacements, pauvreté et perturbations des services d'éducation et de santé - les touchent directement. Pourtant, ils sont aussi des acteurs clés du changement. Il est donc essentiel d'impliquer les jeunes dans les stratégies de résilience climatique. En leur fournissant les outils, les connaissances et les plateformes nécessaires pour participer à la réduction des risques de catastrophe, l'UA et ses partenaires donnent à la prochaine génération les moyens de prospérer dans un climat changeant. Grâce à l'éducation, aux projets d'adaptation communautaires et à l'innovation menée par les jeunes, les jeunes Africains jouent un rôle clé dans le développement urbain durable et la lutte contre le changement climatique.

Forum de la jeunesse sur le financement de l'adaptation en Afrique

Le deuxième Forum de la jeunesse sur le financement de l'adaptation en Afrique (*Youth Forum on Adaptation Finance in Africa*, YOFAFA 2024) s'est tenu à Yaoundé, au Cameroun, du 29 au 31 octobre 2024. Sous le thème « Financer l'accès à l'énergie pour l'adaptation et la résilience au changement climatique en Afrique », a réuni 150 jeunes leaders de plus de 30 pays africains. Les participants ont co-développé des stratégies pour un financement climatique équitable et responsable. Le forum a été organisé par l'Initiative d'Adaptation en Afrique (*Africa Adaptation Initiative*, AAI), la Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie, et l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, en collaboration avec le Gouvernement du Cameroun. Le forum a mis en évidence le pouvoir de transformation de la jeunesse africaine dans l'élaboration de solutions durables pour un avenir résilient.

ODD



Agenda 2063 :





« La participation active des jeunes est essentielle pour construire des villes résilientes au changement climatique, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063.

– Harsen Nyambe Nyambe, Directeur, Directorate de l'environnement durable et de l'économie bleue de la CUA

Conseil consultatif de la jeunesse africaine sur la réduction des risques de catastrophes

Le Conseil consultatif de la jeunesse africaine sur la réduction des risques de catastrophes (CCJA RRC) une initiative de l'UA, permet aux jeunes du continent de s'engager dans la réduction des risques de catastrophes et le renforcement de la résilience. En s'attaquant aux défis de l'urbanisation, du changement climatique et des catastrophes naturelles, le CCJA RRC favorise le renforcement des capacités, mène des actions de plaidoyer percutantes et influence l'élaboration des politiques publiques. Il soutient également les initiatives communautaires, telles que la création d'espaces verts et la gestion des déchets, tout en encourageant la recherche et l'innovation. En 2024, le CCJA RRC s'est associée à l'UNDRR pour organiser un concours artistique sur le thème « Donner à la prochaine génération les moyens de bâtir un avenir résilient », qui met en avant la créativité et l'engagement de la jeunesse africaine.

300+
personnes
ont participé à
l'élaboration de
concepts de gestion des
risques de catastrophes

1,200+
personnes
ont participé à
diverses activités

13

pays ont accueilli des
initiatives de renforcement
de la résilience : Cap Vert,
Cameroun, Tchad, Égypte,
Éthiopie, Ghana, Kenya,
Namibie, Rwanda



5
évaluations participatives
des risques ont été
menées à Accra (Ghana),
Bukavu (RDC), Homa
Bay (Kenya), Mwanza
(Tanzanie), Windhoek
(Namibie)

15 formats
du projet RIA ont été mis
en œuvre de manière à
minimiser les obstacles à la
participation, en veillant à
ce que des personnes issues
de milieux divers soient
impliquées

Ateliers sur la réduction des risques de catastrophes

Le changement climatique ne s'arrête pas aux frontières nationales. Il est donc essentiel de partager les connaissances sur les risques régionaux, les zones les plus vulnérables et les solutions efficaces. Pour encourager le partage de connaissances entre les villes, RIA et ses partenaires ont organisé plusieurs ateliers en 2024, notamment à Nairobi (Kenya) et à Gaborone (Botswana). Plus de 90 représentants d'une trentaine de pays et de villes, d'organisations régionales et d'initiatives de la société civile ont discuté de la résilience urbaine et de la gestion des risques de catastrophe, en se concentrant sur les questions liées aux inondations, à l'urbanisation rapide et à l'impact sur les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées. Ces ateliers ont fourni des outils et des stratégies pour développer des solutions sensibles au climat et équitables en termes de genre, afin que les villes soient mieux préparées à gérer les risques climatiques.



L'Agenda 2063 de l'UA établit un cadre pour une Afrique résiliente, inclusive et durable. Grâce au projet RIA et à ses partenaires, 2024 a été une étape importante pour équiper les jeunes et les villes afin qu'ils puissent résister aux chocs climatiques. La collaboration entre la société civile, les gouvernements et les partenaires internationaux reste essentielle pour intensifier ces efforts.

« En harmonisant le financement de la lutte contre le changement climatique avec le développement durable, nous pouvons composer un avenir résilient qui résonne d'espoir, d'harmonie et de prospérité pour tous.

– Fatimah Zannah Mustapha, participante au Forum 2024 de la jeunesse sur le financement de l'adaptation en Afrique, cofondatrice et ingénieure en logiciel de la Future Prowess Foundation, au Nigeria

Si vous recherchez d'autres données sur la résilience en Afrique, veuillez consulter ce site : [L'Afrique est confrontée à un fardeau disproportionné dû au changement climatique et au coût de l'adaptation](#)





DOTER LA JEUNESSE AFRICAINE DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR DIRIGER

Façonner l'avenir de l'éducation

Le continent africain compte la plus grande population de jeunes au monde, ce qui représente une opportunité considérable pour la croissance économique et l'innovation. Cependant, un fossé persistant entre les compétences disponibles et les besoins du marché du travail limite les perspectives d'emploi. Chaque année, des millions de jeunes entrent sur le marché du travail sans posséder les qualifications et les compétences requises par leur secteur d'activité. Pour relever ce défi, il faut un enseignement et une formation techniques et professionnels (EFTP) de qualité, adaptés aux exigences du marché du travail.

C'est pourquoi l'Initiative compétences pour l'Afrique (*Skills Initiative for Africa*, SIFA), un programme de la CUA et de l'AUDA-NEPAD, renforce les compétences professionnelles et améliore les possibilités d'emplois futures. Soutenue par l'Allemagne et l'Union européenne, SIFA fait progresser l'Agenda 2063 en encourageant l'innovation, l'esprit d'entreprise et les stratégies d'EFTP inclusives.

Semaine africaine des compétences : un catalyseur de changement

La Semaine africaine des compétences, qui s'est tenue à Accra, au Ghana, en octobre 2024, a offert une plateforme aux décideurs politiques, aux partenaires de développement, aux éducateurs, aux chefs d'entreprise et aux jeunes pour stimuler le développement des compétences. En accord avec le thème de l'année de l'UA portant sur l'éducation, les participants ont exhorté toutes les parties prenantes à harmoniser les politiques, à investir dans l'EFTP et à institutionnaliser la Semaine africaine des compétences en tant que plateforme bi-annuelle pour une collaboration continue.



« Notre jeunesse, porte-flambeau de demain, doit être dotée des compétences et des connaissances nécessaires pour évoluer et diriger dans un monde complexe.

– S.E. Nardos Bekele-Thomas, Directrice générale, AUDA-NEPAD



ODD

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

10 INÉGALITÉS RÉDUITES

Agenda 2063 :

6



Promouvoir l'équité et l'inclusion

En 2024, SIFA a renforcé le développement de compétences inclusives par le biais du Portail africain des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (African Skills Portal for Youth Employment and Entrepreneurship, ASPYEE), en élargissant ses ressources de partage des connaissances et en encourageant les collaborations innovantes. SIFA a lancé un appel aux bonnes pratiques qui a conduit à la création du [Trésor africain sur l'EFTP inclusif](#), une collection d'approches sensibles au genre et transformatrices en matière de genre.

L'excellence des compétences à WorldSkills

Du 10 au 15 septembre 2024, WorldSkills Lyon a mis en valeur l'excellence mondiale, avec 1 400 participants venus d'environ 70 pays qui se sont affrontés dans 59 domaines de compétences. Cet effort a renforcé l'initiative WorldSkills Africa et a permis un plus grand engagement des jeunes dans l'enseignement et la formation professionnels.



Une priorité pour l'Afrique

Lors de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Union africaine a organisé un événement de haut niveau pour plaider en faveur de la priorité accordée au développement des compétences en Afrique. En accord avec le thème de l'année de l'UA, la session a permis d'identifier des stratégies innovantes pour mobiliser les ressources nationales, renforcer les contributions du secteur privé et encourager les partenariats intersectoriels. Les principaux résultats comprennent des recommandations exploitables pour des investissements durables dans le développement des compétences des jeunes et un engagement renforcé pour faire progresser le paysage de l'éducation en Afrique.



En réponse à l'évolution des conditions économiques et sociales, l'UA a révisé sa Stratégie Continentale d'EFTP 2025-2034 pour refléter les nouvelles priorités en matière de compétences.

Construire une Afrique axée sur les compétences

Des initiatives telles que la Semaine africaine des compétences ASPYEE et WorldSkills Africa façonnent l'avenir de l'éducation, de l'employabilité et de l'inclusion économique. En adaptant l'enseignement et la formation professionnels aux besoins du marché du travail et en promouvant la coopération intersectorielle, les jeunes Africains seront dotés des compétences dont ils ont besoin pour mener à bien la transformation du continent.

PORTRAITS ET TEMOIGNAGES

La GIZ s'efforce de façonner un avenir digne d'être vécu dans le monde entier. Le véritable impact de notre travail se reflète dans ses effets sur la vie des gens. Dans toute l'Afrique, d'innombrables personnes inspirantes incarnent la diversité de nos efforts. Que ce soit en Éthiopie, au Cameroun, au Kenya, au Nigeria, au Sud-Soudan ou en Gambie, ces artisans du changement viennent d'horizons divers, sont animés par la passion, tracent leur chemin et améliorent la vie de nombreuses personnes. Nous sommes honorés de les soutenir aux côtés de nos partenaires et ravis de partager leurs histoires avec vous.

NG'ASIKE SYMPROSE

Participante à la caravane de la paix au Sud-Soudan, à la jonction avec l'Ouganda et le Kenya

« La coexistence pacifique joue un rôle majeur pour l'ensemble de la communauté Ateker. Nous vivons dans des pays différents, mais nous parlons la même langue et le même dialecte, nous partageons la même culture et nous avons beaucoup d'autres choses en commun. Seules les frontières nous séparent. Grâce à la coexistence pacifique dans le cadre de la caravane de la paix, nous nous embrassons et créons une atmosphère qui soutient tout le monde et rassemble l'ensemble de la communauté. Aujourd'hui, notre bétail peut se déplacer et paître de l'autre côté de la frontière, au Kenya. Il est également possible de traverser la frontière et d'accéder à des services médicaux et éducatifs, et bien plus encore. La caravane de la paix est un catalyseur de changement et de paix. »

« NOUS AVONS APPRIS QUE LA
COEXISTENCE PACIFIQUE NOUS AIDERA À
RÉSOUTRE NOS PROBLÈMES ENSEMBLE. »

Les frontières tracées à l'époque coloniale ont divisé la communauté Ateker entre l'Ouganda, le Kenya et le Sud-Soudan, perturbant ainsi leur mode de vie pastoral. Les fréquents déplacements transfrontaliers pour trouver de l'eau et des pâturages sont souvent à l'origine de tensions et de conflits violents. Pour favoriser la paix, les trois gouvernements ont lancé une caravane de la paix, initiant les Ateker à la méthode de résolution des conflits des Masai, qui a fait ses preuves. En 2024, les fonctionnaires et les chefs de communautés ont signé une résolution de paix promouvant la coopération. Le gouvernement allemand soutient cette initiative par l'intermédiaire du programme frontalier de l'Union africaine. Elle montre comment la gestion des ressources peut réduire les conflits et stabiliser les régions frontalières.



BAKARY SONKO

Coordinateur de Programme national, PeaceHub The Gambia, en Gambie

« Notre partenariat avec la GIZ a façonné le processus d'élaboration d'un plan d'action national (PAN) sur la jeunesse, la paix et la sécurité en Gambie. Ce partenariat a renforcé l'engagement des décideurs politiques et des jeunes leaders. Il a créé une plateforme pour un processus plus solide et inclusif en s'assurant que toutes les parties prenantes clés soient impliquées.

En outre, ce partenariat a permis aux jeunes de différentes régions d'être formés à l'agenda sur la jeunesse, la paix et la sécurité, apportant ainsi une valeur ajoutée au processus de consultation pour l'élaboration du PAN. Grâce à ce partenariat, nous encadrons actuellement 15 jeunes femmes dans le cadre du programme de mentorat « Young Women 4 Peace », afin qu'elles aient les outils pour soutenir la mise en œuvre du PAN dans l'ensemble du pays. Il s'agit d'une initiative unique qui explore le potentiel des jeunes femmes en tant que piliers de l'avancement de l'agenda jeunesse, paix et sécurité. »



« J'AI RESENTI L'IMPACT DE NOTRE PLAIDOYER ET
LA FAÇON DONT IL A CONDUIT À L'ÉLABORATION DU
TOUT PREMIER PLAN D'ACTION NATIONAL SUR LA
JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN GAMBIE. »

S'appuyant sur le Cadre continental pour la jeunesse, la paix et la sécurité, le Programme Jeunesse pour la paix en Afrique de l'UA a soutenu l'élaboration de plans d'action nationaux dans plusieurs États membres de l'UA. La Gambie est le troisième État membre à franchir cette étape, après le Nigeria et la République démocratique du Congo. En adoptant des plans d'action, les États membres s'engagent à répondre aux besoins, aux aspirations et au potentiel des jeunes pour construire des sociétés pacifiques et prospères. Le rôle essentiel des jeunes dans la prévention des conflits, la promotion de la cohésion sociale et le renforcement de la résilience est ainsi reconnu.

HENTHEL DREDA EYOLE

Finaliste du concours d'écriture Young Africans 2022, au Cameroun

« La participation à la Formation au plaidoyer des jeunes sur le Protocole de l'UA sur la libre circulation (Free Movement Protocol, FMP) a renforcé le sentiment de responsabilité et d'urgence à œuvrer pour un continent où la mobilité n'est pas entravée par les frontières, et où les opportunités sont accessibles à tous. L'un des moments les plus mémorables de la formation a été notre visite au siège de l'UA où nous avons rencontré le commissaire de l'UA pour la santé, les affaires humanitaires et le développement social, S.E. l'ambassadrice Minata Samaté Cessouma, qui a souligné l'importance de la jeunesse dans la réussite du plan de gestion financière de l'UA et a insisté sur le fait que le rêve d'une Afrique intégrée ne peut être réalisé qu'avec la participation active des jeunes au plaidoyer et à la mise en œuvre.

Le programme m'a aidé à créer des liens significatifs avec d'autres jeunes leaders qui partagent la même vision d'une Afrique unie. À mon retour, j'ai fait partie de l'équipe qui a créé l'Alliance pour des frontières ouvertes, qui plaide en faveur de l'ouverture des frontières et d'une infinité de possibilités en Afrique. »

« POUR OBTENIR L'AFRIQUE DONT NOUS
AVONS BESOIN, NOUS DEVONS TRAVAILLER POUR
L'AFRIQUE QUE NOUS MÉRITONS. »



La Formation au plaidoyer des jeunes sur le FMP de l'UA s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, dans le cadre de la remise des prix aux finalistes du concours d'écriture 2022 pour les jeunes Africains. Ce fut non seulement l'occasion d'en apprendre davantage sur le plan de gestion financière, mais aussi de nouer des liens avec d'autres jeunes défenseurs des droits humains. La formation a été organisée par le Conseil économique, social et culturel de l'UA, en collaboration avec la GIZ.

VERA BWIRE

Spécialiste de la participation publique et de l'engagement de la jeunesse africaine ; chroniqueuse politique au journal The Star, au Kenya

« Le pré-Forum de Tana de Dakar, au Sénégal, qui a mis l'accent sur l'alignement des États africains et de la jeunesse africaine, n'aurait pas pu mieux tomber pour moi. J'étais à la fin de mes recherches sur l'engagement des jeunes dans l'élaboration des politiques et je rédigeais activement ma chronique politique au Kenya sur la participation civique des jeunes. J'ai pu trouver des passionnés de recherche africains partageant les mêmes idées, entrer en contact et échanger des points de vue sur des questions générales, géopolitiques et spécifiques à un pays concernant la jeunesse, la paix et la sécurité. Grâce à l'un de ces contacts, j'ai pu présenter un document lors d'un forum sur la Démocratie en Afrique du Sud, parlant de la participation des jeunes.

Je ne saurais trop insister sur le fait que la voix des jeunes est plus importante que jamais pour parvenir à la paix et à la sécurité par le biais d'efforts menés par les jeunes. Les jeunes doivent représenter le pouvoir, le nombre et l'influence qu'ils ont en Afrique et dans les conversations africaines sur la paix et la sécurité. »



« LA JEUNESSE AFRICAINE DOIT S'ALIGNER SUR LES ÉTATS AFRICAINS : LES JEUNES ONT BESOIN DE VOIX DE POUVOIR. »

Le Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique, qui se tient au lac Tana à Bahir Dar, en Éthiopie, est une conférence de dialogue politique réunissant des dirigeants africains et des parties prenantes en vue de trouver des solutions de paix et de sécurité dirigées par l'Afrique. Le Forum Tana renforce également le dialogue entre le Sud et le Nord en s'associant à la Conférence de Munich sur la sécurité dans le cadre d'événements parallèles annuels de haut niveau et de réunions régionales des responsables de la sécurité de Munich sur le continent.

KEDRALA WABELA HUSSEN

Bénéficiaire d'une bourse du NELGA DAAD, en Éthiopie

« Originaire de Dalocha, un district du sud de l'Éthiopie, mon éducation précoce en milieu rural a jeté les bases de ma passion pour l'agriculture durable et la productivité de l'eau. J'ai obtenu ma licence en sciences à la Faculté d'agriculture de l'université de Hawassa en 2011 et j'ai commencé ma carrière en tant que chercheur junior dans le domaine de l'agriculture d'irrigation. J'ai ensuite obtenu un master en ingénierie de l'irrigation et du drainage en 2017.



Mon parcours académique et professionnel incarne l'impact du soutien du Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA). J'avais un désir d'apprentissage avancé qui a été comblé par la bourse NELGA-DAAD, ouvrant les portes à une éducation de niveau mondial et à une exposition internationale, et menant à mon doctorat en gestion des ressources en eau au Maroc en 2024. Au cours de mes études, j'ai acquis des compétences inestimables en matière d'analyse des données de recherche, de publication scientifique et d'adaptation au changement climatique. J'ai pu participer à des forums importants à Marrakech et à Dubaï. Ces expériences m'ont permis d'échanger des connaissances et de ramener de nouvelles idées en Éthiopie. »

« ÉTUDIER AVEC LE NELGA-DAAD N'ÉTAIT PAS SEULEMENT UNE QUESTION D'ÉDUCATION - IL S'AGISSAIT DE SE CONNECTER, D'APPRENDRE ET D'AVOIR UN IMPACT RÉEL DANS SON PAYS D'ORIGINE. »

Par l'intermédiaire de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et du Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (*Network of Excellence on Land Governance in Africa*, NELGA), le programme Renforcement des capacités de conseil pour la gouvernance foncière en Afrique (*Sustainable Land Governance in Africa*, SLGA) offre aux étudiants des bourses et des opportunités académiques pour améliorer leurs connaissances en matière de gouvernance foncière en Afrique. Ce soutien a permis à des individus de contribuer de manière significative à la gestion des terres et de l'eau en Afrique. Le parcours de Kedrala souligne la valeur de la collaboration universitaire internationale et illustre le rôle du NELGA dans la promotion de l'expertise en matière de gouvernance foncière en Afrique.

FUNMILOLA ADEREMI

Cofondatrice et Directrice des produits chez Pharmarun, au Nigéria

« Suite à la victoire de Pharmarun au prix *Speak Up Africa - Africa Young Innovator Award*, nous avons été invités par la GIZ à l'*Africa Health Tech Summit 2023* (AHTS), où j'ai eu le privilège d'être nommée Championne Jeunesse au sein de l'*Africa Digital Health Network* (ADHN). Cette opportunité m'a permis de cocréer le *Youth in Digital Health Network* lors de l'AHTS 2024, en collaborant avec de jeunes innovateurs à travers l'Afrique pour définir ses objectifs et favoriser l'innovation menée par les jeunes. En outre, mon engagement s'est étendu à des plateformes mondiales, comme la participation à la *Geneva Digital Health Week*. Ma participation à l'AHTS m'a donné l'occasion de représenter les femmes et les jeunes au sein du conseil intérimaire de l'ADHN, où je contribue à façonner l'avenir de la santé numérique en Afrique par le biais du plaidoyer et du leadership collaboratif. »

« MES EXPÉRIENCES ONT ÉTÉ TRANSFORMATRICES ET M'ONT OUVERT LES PORTES DU LEADERSHIP ET DE LA COLLABORATION POUR FAÇONNER L'AVENIR DE LA SANTÉ NUMÉRIQUE EN AFRIQUE. »



Les jeunes sont les principaux moteurs des innovations technologiques dans le domaine de la santé en Afrique. Cependant, ils ne sont souvent pas en mesure de présenter leurs impacts et de participer aux processus de formation et aux espaces de leadership. La GIZ encourage l'engagement des jeunes dans l'écosystème de la santé numérique grâce à sa collaboration continue avec les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (*Africa Centers for Disease Control*, CDC) pour organiser l'*Africa Health Tech Summit*. Ce sommet réunit les principaux acteurs de la santé numérique, offrant aux jeunes innovateurs une occasion cruciale de surmonter des obstacles trop difficiles à surmonter de manière indépendante.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE



L'AEEP NOMME UNE NOUVELLE CHEFFE DE SECRÉTARIAT

ADDIS-ABEBA, ÉTHIOPIE | OCTOBRE 2024

Le partenariat Afrique-UE pour l'énergie (*Africa Europe Energy Partnership*, AEEP) est la principale plateforme politique pour la coopération énergétique entre l'Afrique et l'Europe. Il vise à faciliter l'accès universel à une énergie abordable, durable et moderne pour tous en Afrique.

En octobre 2024, Dr Towela Nyirenda-Jere a été nommé chef du Secrétariat. Simultanément, le poste a été transféré de l'Allemagne à Addis-Abeba, en Éthiopie.

« Je suis ravie de rejoindre le Secrétariat et de contribuer au renforcement de l'AEEP par le biais d'un dialogue et d'échanges continus entre les deux continents. Je vois d'immenses possibilités pour le partenariat d'avoir un impact tangible sur la réalisation des objectifs mondiaux de l'ODD 7 », a déclaré Mme Nyirenda-Jere. Elle apporte une riche expérience du secteur de l'énergie en Afrique, ayant précédemment occupé le poste de responsable de l'infrastructure, de la numérisation et de l'énergie à l'AUDA-NEPAD.

Le transfert de la cheffe du Secrétariat à Addis-Abeba garantit que le Secrétariat travaillera encore plus étroitement avec la Commission de l'UA et la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine, et qu'il élargira le dialogue intercontinental sur l'énergie pour y inclure des acteurs extérieurs au monde politique.



RENFORCER LES CHÂÎNES DE VALEUR DE LA ZLECAF POUR LES FEMMES

ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE | SEPTEMBRE 2024

Les femmes et les jeunes entrepreneurs sont des moteurs essentiels du commerce en Afrique, mais nombre d'entre eux sont confrontés à des difficultés considérables pour accéder aux marchés et aux financements. Pour surmonter ces obstacles, la GIZ a collaboré avec la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) afin d'organiser un forum à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Quelque 35 représentants d'institutions clés, ainsi que des femmes et des jeunes entrepreneurs, ont exploré des solutions pour une intégration plus poussée dans les chaînes de valeur dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Les discussions se sont concentrées sur les secteurs clés du commerce et ont mis en évidence les barrières structurelles, les contraintes financières et la capacité d'exportation limitée comme des obstacles majeurs pour les femmes et les jeunes

UNIFIER LES EFFORTS DE L'AFRIQUE EN MATIÈRE DE POLICE

LE CAIRE, ÉGYPTE | NOVEMBRE 2024

Les problèmes de sécurité en Afrique restent complexes et multiformes, en particulier dans les domaines de l'instabilité régionale, du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée. Ces menaces continuant d'évoluer, il est donc essentiel d'y apporter une réponse coordonnée et stratégique.

Pour relever ces défis, la Capacité régionale d'Afrique du Nord a accueilli la quatrième réunion de coordination de la police de l'UA au Caire, en Égypte, du 25 au 29 novembre 2024. L'événement a réuni les chefs des composantes de police de quatre des cinq régions africaines, ainsi que des représentants de la Mission de transition de l'UA en Somalie (African Union Transition Mission in Somalia, ATMIS), du Groupe de soutien stratégique de la police, du Mécanisme de l'UA pour la coopération policière (AFRIPOL), du Centre de l'UA pour la lutte contre le terrorisme (CUACT) et d'autres partenaires stratégiques clés.

La réunion s'est concentrée sur le renforcement de la communication, de la coordination, de la collaboration et de l'intégration entre toutes les entités de police sous l'égide de l'UA. Les participants ont passé en revue les progrès réalisés dans le cadre des plans de travail pour 2024, ont défini les priorités pour 2025 et ont échangé des points de vue sur la police dans les opérations de soutien à la paix. En outre, les discussions ont porté sur les rôles de l'AFRIPOL, du CUACT et du successeur de l'ATMIS, la Mission de soutien et de stabilisation de l'UA en Somalie.

L'événement s'est conclu par des observations et des recommandations qui seront soumises à la Division des opérations de soutien à la paix avant d'être présentées au Comité technique spécialisé de l'UA sur la défense, la sûreté et la sécurité.



entrepreneurs. Elles ont permis d'élaborer des solutions tangibles, notamment des stratégies visant à améliorer l'accès à des financements innovants et à élargir les débouchés commerciaux, et d'établir une feuille de route claire pour une croissance commerciale inclusive. Au-delà du partage des connaissances, l'événement a favorisé la collaboration, renforçant les liens entre les gouvernements et le secteur privé et préparant le terrain pour des initiatives commerciales plus efficaces et plus inclusives.

En donnant aux femmes et aux jeunes entrepreneurs les moyens d'agir, la ZLECAF dépasse le stade de la politique et devient une réalité, libérant tout le potentiel commercial de l'Afrique.



QUAND LES PLUIES NE VIENNENT PAS : RELEVER LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE EN AFRIQUE

NAIROBI, KENYA | AOÛT 2024

Dans toute l'Afrique, le changement climatique n'est plus une menace lointaine, c'est une crise actuelle. Les sécheresses assèchent les terres agricoles, obligent les communautés à se déplacer et alimentent les tensions autour de ressources limitées. Consciente de l'urgence de la situation, l'UA élabore actuellement une position africaine commune sur le climat, la paix et la sécurité (*Common African Position on Climate, Peace and Security*, CAP-CPS), qui constitue une réponse unifiée aux crises liées au climat.

En août 2024, plus de 100 dirigeants d'États membres de l'UA, de communautés économiques régionales, de commissions sur le climat, d'organisations de la société civile et d'instituts de recherche se sont réunis à Nairobi, au Kenya, pour établir la voie à suivre. Guidés par des expériences concrètes et par le premier rapport d'évaluation des risques liés à la sécurité climatique (*Africa Climate security Risk Assessment*, ACRA) en Afrique, ils ont exploré des solutions pour protéger les régions, les États et les communautés de l'insécurité induite par le climat.

La consultation a débouché sur un engagement ferme : les dirigeants ont adopté des principes directeurs pour le CAP-CPS, donnant la priorité à une adaptation sensible aux conflits, à une gouvernance plus forte et à la coopération régionale pour prévenir les crises avant qu'elles ne dégénèrent. En s'appuyant sur le rapport ACRA, le CAP-CPS dotera l'Afrique de stratégies visant à préserver à la fois la paix et les moyens de subsistance. Le changement climatique n'est pas seulement une question environnementale ; c'est un défi pour la sécurité, et l'action ne peut pas attendre.



FRONTIÈRES VERTES : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GOUVERNANCE DES FRONTIÈRES

ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE | OCTOBRE 2024



Ces dernières années, le changement climatique a exacerbé les problèmes de fragilité et de gouvernance des zones frontalières en Afrique. Une étude récente* souligne comment le changement climatique compromet la sécurité humaine dans les régions frontalières en épuisant des ressources naturelles rares et en menaçant les moyens de subsistance de millions de personnes dans les communautés frontalières. Toutefois, les cadres stratégiques de l'Union africaine relatifs aux frontières ne tiennent pas encore pleinement compte du lien entre le climat et les conflits.

La deuxième édition du Forum d'Abidjan sur les frontières s'est concentrée sur ces défis. Le forum a examiné la relation entre le changement climatique et la fragilité des frontières tout en explorant des solutions pour renforcer la stabilité des régions frontalières. Les acteurs frontaliers de tout le continent se sont réunis pour échanger leurs points de vue sur la gestion durable des frontières, la gouvernance des ressources transfrontalières, l'accès au financement climatique et la collaboration à plusieurs niveaux pour lutter contre la fragilité des zones frontalières.

Le forum a appelé à la mise en œuvre de la Convention de l'UA sur la coopération transfrontalière, un cadre juridique visant à renforcer le commerce, la sécurité, le développement des infrastructures, la gestion des ressources naturelles et les échanges culturels entre les États africains. En outre, le forum a souligné son rôle en tant que plateforme centrale pour les acteurs africains des frontières afin de trouver des solutions aux problèmes des zones frontalières.

*Commission des affaires politiques & adelphi. (2024). *Évaluation des risques liés à la sécurité climatique en Afrique : Résumé exécutif*. [Weathering Risk](#).

LE LABORATOIRE D'INNOVATION DE L'UA : UN CENTRE POUR L'INNOVATION AXÉ SUR LA JEUNESSE ET LES PARTENARIATS STRATÉGIQUES

ADDIS-ABEBA, ÉTHIOPIE | AOÛT 2024

Plus de la moitié de la population africaine a moins de 25 ans et, d'ici 2035, le continent comptera plus de jeunes entrant sur le marché du travail chaque année que le reste du monde réuni. Cette évolution démographique offre une opportunité unique qui doit être exploitée grâce à l'innovation.



Dans le cadre de l'initiative 1 Million Next Level de l'Union africaine, qui vise à offrir aux jeunes des opportunités concrètes, le Laboratoire d'innovation de l'UA a été lancé en août 2024. Il s'agit d'un espace de co-création conçu pour mettre en œuvre des politiques concrètes axées sur les jeunes. Le laboratoire facilite la contribution de plusieurs parties prenantes, encourage la collaboration stratégique et exploite l'écosystème d'innovation dynamique de l'Afrique tout en consolidant les innovations existantes.

Ancré au sein de la Direction des femmes, du genre et de la jeunesse de l'UA, le laboratoire offre des services dans trois domaines clés : la gestion de l'innovation, les connexions avec l'écosystème et le renforcement des capacités pour les départements et les États membres de l'UA.

Le laboratoire montre la voie à suivre pour surmonter le cloisonnement du secteur public en réunissant des équipes de solutions interdépartementales. En adoptant une approche globale à l'échelle du portefeuille, il crée également des opportunités de collaboration au sein de l'UA et avec ses partenaires.

FAVORISER L'INNOVATION DES JEUNES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

KIGALI, RWANDA | OCTOBRE 2024



L'Afrique a une occasion unique d'utiliser la santé numérique pour un changement transformateur, les jeunes étant déjà à l'avant-garde du plaidoyer, de la recherche, de l'élaboration des politiques et de l'entrepreneuriat. Cependant, des difficultés telles que l'accès limité aux réseaux, au mentorat et aux ressources ralentissent souvent leurs progrès.

Pour surmonter ces obstacles, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC), en partenariat avec l'Allemagne, ont lancé le réseau Youth in Digital Health Network (YiDHN). Annoncée lors du 2024 Africa Health Tech Summit, cette initiative constitue une étape majeure vers l'autonomisation des jeunes pour stimuler l'innovation et renforcer les systèmes de santé à travers le continent.

Le YiDHN a été élaboré à la suite de consultations approfondies avec de jeunes décideurs politiques, des innovateurs et des experts en santé numérique. Il permettra de renforcer les compétences de leadership des jeunes dans le domaine de la santé numérique, d'accroître leur participation à la gouvernance et à la réglementation, d'améliorer l'accès au financement et d'encourager la collaboration entre les principales parties prenantes.

En amplifiant la voix des jeunes, en encourageant les partenariats et en soutenant les initiatives menées par des jeunes, le YiDHN contribuera à élargir l'accès aux solutions de santé numérique et à relever les défis de l'Afrique en matière de soins de santé.

MOVE AFRICA : REMODELER LES RÉCITS DE MIGRATION DANS LES MÉDIAS EN AFRIQUE

VIRTUEL | DÉCEMBRE 2024



Malgré l'engagement de l'Union africaine à promouvoir la libre circulation sur le continent, des barrières continuent d'entraver la mobilité, et ralentissent la croissance économique ainsi que l'intégration régionale. L'un des principaux obstacles est le discours négatif largement répandu sur les migrations africaines, façonné par le manque de données et le manque de rapports.

2024 marque le lancement officiel de MOVE Africa, une initiative conçue pour recadrer la conversation sur la migration intra-africaine. En collaboration avec cinq organisations médiatiques de premier plan, le projet vise à favoriser un dialogue éclairé et des récits qui mettent en lumière les avantages et les complexités de la migration.

MOVE Africa permet à des professionnels des médias qualifiés de produire et de diffuser des contenus multimédias attrayants, qu'il s'agisse d'articles de fond, de podcasts, de documentaires ou d'essais photographiques. En amplifiant les voix, en particulier celles des femmes et des jeunes, l'initiative garantit un discours plus inclusif et représentatif sur la migration. En outre, une série de formations et d'événements d'apprentissage permettront aux journalistes et aux créateurs de contenu d'acquérir l'expertise nécessaire pour réaliser des reportages complets sur les migrations.

Cet effort de collaboration représente une étape cruciale dans la transformation des perceptions de la migration à travers le continent. En favorisant une compréhension plus nuancée de la migration, MOVE Africa contribue à une Afrique unie et prospère, conformément à la vision de l'Agenda 2063 de l'UA.

LE SPORT, UN OUTIL PUISSANT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

GABORONE, BOTSWANA | SEPTEMBRE 2024



Chaque année, plus de 10 millions de jeunes entrent sur le marché du travail en Afrique et sont confrontés au défi d'acquérir les compétences nécessaires pour s'épanouir dans un marché du travail en constante évolution. Au-delà des connaissances techniques, la communication, le travail d'équipe et la résolution de problèmes sont essentiels pour réussir. Le sport est un moyen efficace de développer ces compétences tout en promouvant la responsabilité, l'équité, l'égalité des sexes et la résolution des conflits.

Afin d'exploiter l'impact du sport pour la croissance durable de l'Afrique, le Conseil des sports de l'UA (CSUA) et le projet régional Sport pour le développement en Afrique, se sont associés pour élaborer une feuille de route quinquennale (2024-2028) promouvant le sport en tant que moteur du progrès social et économique.

Tout au long de l'année 2024, des discussions approfondies avec les principales parties prenantes de la communauté sportive africaine ont permis d'élaborer cette stratégie. Une étape importante a été franchie en septembre 2024, lorsque des représentants des cinq régions du CSUA se sont réunis à Gaborone, au Botswana, pour finaliser la feuille de route. Ils ont identifié cinq priorités stratégiques : la gouvernance et la responsabilité, l'équité et l'inclusion, la participation, la performance et la durabilité.

En se concentrant sur ces priorités, la stratégie renforce les compétences pour la vie quotidienne, améliore les moyens de subsistance et crée davantage d'opportunités économiques dans le domaine du sport sur l'ensemble du continent, contribuant ainsi à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA.

SE CONNECTER ET COLLABORER À LA SEMAINE DU PIDA 2024

ADDIS-ABEBA, ÉTHIOPIE | NOVEMBRE 2024

La Semaine du PIDA est axée sur la connexion et la collaboration en ce qui concerne les besoins en infrastructures de l'Afrique et sur la célébration des réalisations du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

La huitième Semaine du PIDA s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 25 au 29 novembre 2024, réunissant plus de 1 000 représentants de gouvernements africains, de communautés économiques régionales, d'institutions financières internationales, de partenaires du développement et de la société civile. PIDA a eu un impact significatif sur l'amélioration des infrastructures africaines depuis son lancement en 2012.

L'Allemagne a soutenu plusieurs sessions lors de la Semaine PIDA 2024, notamment des discussions sur les jeunes et les micro, petites et moyennes entreprises dans les infrastructures, le mécanisme de prestation de services de l'AUDA-NEPAD pour la préparation des projets, et le développement des infrastructures dans les corridors régionaux.

L'ambassadeur adjoint d'Allemagne en Éthiopie, M. Ferdinand von Weyhe, a souligné la contribution plus large de l'Allemagne à la mise en œuvre du PIDA lors d'une table ronde de haut niveau. L'Allemagne soutient des projets d'infrastructure par le biais d'une coopération technique et financière.



NELGA FÊTE SES 10 ANS D'IMPACT SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

WASHINGTON, D.C., ETATS UNIS | MAI 2024



La garantie des droits fonciers reste un défi en Afrique, qui a un impact sur le développement, la sécurité alimentaire et la consolidation de la paix. Le Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA) a été créé pour répondre à ces questions en renforçant les capacités, en soutenant la recherche et en élaborant des politiques foncières sur l'ensemble du continent.

Pour célébrer une décennie de progrès, le NELGA a organisé un petit-déjeuner d'anniversaire à l'occasion de la conférence sur les terres de la Banque mondiale, réunissant plus de 30 partenaires. L'événement a permis de présenter les principales réalisations, notamment le lancement de 29 programmes de gouvernance foncière dans 23 pays, l'octroi de plus de 160 bourses de doctorat et de maîtrise, et la formation de près de 2 500 professionnels de la terre.

Les efforts du NELGA ont permis de soutenir plus de 80 projets de recherche dans plus de 40 pays, de contribuer aux réformes de la politique foncière au Tchad, au Ghana, en Namibie, au Sénégal et en Zambie, et de faire progresser cinq plans nationaux d'investissement dans l'agriculture. L'événement anniversaire n'a pas seulement célébré ces succès, mais a également encouragé de nouveaux partenariats pour soutenir et étendre l'impact du NELGA sur la gouvernance foncière en Afrique.

CLIMAT, CONFLIT ET COOPERATION : REPENSER LA SÉCURITÉ ÉNERGETIQUE EN AFRIQUE

RABAT, MAROC | MARS 2024



Dans un monde marqué par les conflits, le changement climatique et l'incertitude économique, la sécurité énergétique en Afrique ne se résume pas à une énergie fiable et abordable. Il faut également tenir compte des facteurs environnementaux, sociaux, géopolitiques et de développement pour garantir des solutions durables.

Le Forum Tana, en partenariat avec le Policy Center for the New South, a organisé un forum pré-Tana axé sur la sécurité énergétique et les transitions. Cet événement hybride a rassemblé environ 60 représentants des États membres de l'UA, de la Commission de l'UA, des communautés

économiques régionales et des mécanismes régionaux, ainsi que des experts, des organisations de jeunesse, des partenaires de développement, des instituts de recherche et des groupes de réflexion.

Dans son discours d'ouverture, S.E. Lassina Zerbo, membre du conseil d'administration du Forum Tana, a souligné l'importance de la coopération et de l'intégration régionales dans le secteur de l'énergie. Il a également souligné le rôle de la numérisation dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et la stimulation de l'innovation.

Les discussions ont porté sur des questions clés telles que le lien entre le climat, l'énergie et la sécurité, la réalisation d'une transition énergétique juste et le renforcement de la sécurité humaine face au changement climatique. Les participants ont souligné la nécessité des énergies renouvelables, de la production indépendante d'électricité et d'une approche continentale unifiée de l'action climatique.

LES PARTIES PRENANTES S'UNISSENT POUR LUTTER CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

TUNIS, TUNISIE | JUIN 2024



Les flux financiers illicites (FFI) constituent un obstacle majeur à la croissance économique de l'Afrique, drainant des ressources essentielles qui pourraient être utilisées pour le développement. Pour y mettre un terme, il faut renforcer la collaboration, trouver des solutions innovantes et accroître la transparence financière.

C'est pourquoi les dirigeants, les décideurs et les experts se sont réunis pour la Conférence panafricaine sur les FFI et la fiscalité à Tunis, en Tunisie, du 26 au 28 juin 2024. Avec plus de 250 délégués, l'événement s'est concentré sur la construction d'un front uni contre les FFI.

Le lancement de l'Initiative Team Europe - un effort conjoint de l'UE, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne et de la Suède pour lutter contre les flux financiers illicites et la criminalité transnationale organisée - a constitué une étape importante. Birgit Pickel, directrice générale pour l'Afrique au ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), a salué les efforts de l'UA et réaffirmé l'engagement de l'Allemagne à soutenir ces initiatives.

L'événement s'est achevé par l'adoption de la Déclaration de Tunis, qui renforce l'Agenda 2063 de l'UA en préconisant des systèmes fiscaux plus solides, une coopération plus étroite et de nouvelles stratégies pour mettre fin aux FFI dans toute l'Afrique.



En 2025, notre coopération de longue date avec l'Union africaine et ses institutions, ainsi qu'avec tous nos partenaires, continuera de prospérer. Nous nous attendons à des développements passionnants :



THÈME DE L'UA 2025 : L'ANNÉE DES RÉPARATIONS

Le thème de l'UA 2025, « La justice pour les Africains et les personnes afrodescendantes au travers des réparations », place la justice réparatrice et la responsabilité historique au centre du dialogue continental. Ce thème unit les Africains et la diaspora africaine et aborde les crimes historiques et les atrocités de masse commises contre les Africains, notamment la colonisation, l'apartheid et le génocide.

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2025

Le prochain sommet africain sur le climat se tiendra à Addis-Abeba, en Éthiopie, en septembre 2025. Réunissant des dirigeants et des experts du climat, le sommet se concentrera sur la résilience, la croissance verte et le financement du climat, renforçant ainsi le rôle de l'Afrique dans les négociations mondiales sur le climat et mobilisant des actions pour remédier aux vulnérabilités du continent en matière de climat.

NOUVELLE DIRECTION À LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

L'année 2025 marque un changement de direction important au sein de l'Union africaine et de sa Commission.

Les nouvelles nominations sont les suivantes :

- Président de l'UA : S.E. João Lourenço (Angola)
- Président de la CUA : S.E. Mahmoud Ali Youssouf (Djibouti)
- Vice-présidente de la CUA : S.E. Selma Malika Haddadi (Algérie)

Les commissaires nouvellement nommés sont les suivants :



- Affaires politiques, paix et sécurité (PAPS) : S.E. Amb. Bankole Adeoye (Nigéria)
- Agriculture, développement rural, économie bleue et environnement durable (ARBE) : S.E. Moses Vilakati (Eswatini)
- Infrastructures et énergie (I&E): S.E. Lerato Mataboge (Afrique du Sud)
- Santé, affaires humanitaires et développement social (HHS): S.E. Amb. Amma Twum-Amoah (Ghana)

En tant qu'entreprise fédérale, la GIZ soutient le gouvernement allemand dans la réalisation de ses objectifs dans le domaine de la coopération internationale pour le développement durable.

Publié par
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège
Bonn et Eschborn, Allemagne

GIZ Union africaine
Boîte postale 100009
Addis-Abeba, Éthiopie
T +251 114 703355
E africanunion@giz.de
I www.giz.de, www.giz.de/african-union

 [company/giz-african-union](https://www.linkedin.com/company/giz-african-union)
 [user/GIZonlineTV](https://www.youtube.com/user/GIZonlineTV)

Responsable
Dr Tobias Thiel
Directeur, GIZ Union africaine

Rédaction et relecture
Aylin Koç, Dagmawit Atnafu, Felix Youngman,
Flow Communications

Contributions

Aylin Koç, Biruk Gebru, Dagmawit Atnafu, Debora Zewdu, Gopolang Makou, Helina Abraham, Honore Tshitenge, Jonas Sell, Laura Erfen, Lutho Bobe, Mahlet Felasfaw, Naomi Abye, Nina Nick, Nina Simberg-Koulumies, Otsile Malebaco, Patric Macua, Sarah Reinhard, Sarah Serawitu, Sarah Wrede, Stella Lehning, Walelign Kifle

Coordination

Aylin Koç, Dagmawit Atnafu

Conception/mise en page

Elmarie Harrington

Cartes

Les cartes imprimées dans ce rapport sont destinées uniquement à des fins d'information et ne constituent en aucun cas une reconnaissance des frontières et des territoires en vertu du droit international. La GIZ n'assume aucune responsabilité quant à l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité de ces cartes. Toute responsabilité pour tout dommage, direct ou indirect, résultant de leur utilisation est exclue.

Addis-Abeba, 2025

Crédits photos : p. 3 voir p. 34-37 | p. 4 : Portrait du Dr Tobias Thiel, © GIZ/Dagmawit Atnafu | P. 5: siège de l'UA, © CUA | P. 6: Personnel GIZ UA, © GIZ/Abinet Shiferaw | P. 10, haut en bas: femme qui applaudit, © UA WGYD | femmes travaillant sur ordinateurs, © NELGA | personnes travaillant sur ordinateurs, © NELGA | femmes tenant des sacs Build4Skills, © GIZ/Stephen Kariuki | rangée de jeunes en conférence, © UA HHS/King David Cartey | homme indiquant carte, © GIZ/Motion Art Films | femmes de zones frontalières en formation, © Developpe-Les | P. 11, haut en bas: femme avec micro, © CADHP | rangée de participants, © Data Governance in Africa Initiative | femme parlant sur podium, © GIZ/Mopix production | participants en conversation, © UA WGYD | photo de groupe au siège de l'UA, © GIZ Ethiopie et Djibouti | panel sur scene, © GIZ/Motion Art Films | P. 14, haut en bas: partenariat GIZ UA logo, © GIZ UA/Flow Communications | dirigeants au premier Forum Tana © Tana Forum | P. 15, haut en bas: Inauguration du bâtiment Julius Nyerere au siège de l'UA, © GIZ | dirigeant à la signature de l'accord ZLECAf, © CUA | Dr Fathallah Sijilmassi © GIZ UA | P. 16, haut en bas: Dr Fathallah Sijilmassi, © GIZ UA | Anna Sophie Herken, © GIZ | P. 17, haut en bas: Bineta Diop, © CUA | Simone Mbodé Diouf, © Simone Mbodé Diouf | Jens Hanefeld, © picture alliance/picture-alliance | P. 18: Dr Inge Baumgarten © GIZ UA | P. 18: Uwe Kievelitz, © Uwe Kievelitz | P. 22: Jeunes aux poings levés, © ACERWC | P. 23: groupe de personnes sur et devant la scene, © Mkazipreneur | P. 24, haut en bas: portrait de Kigambo Bridget Kaligirwa, © Mkazipreneur | Kigambo Bridget Kaligirwa tenant un certificat, © Mkazipreneur | deux femmes parlant, © Mkazipreneur | P. 25, haut en bas: trois femmes parlant © AU WGYD | trois femmes souriant, © AU WGYD | deux femmes debout devant un signe, © Mkazipreneur | Bold Women Cohort, © Mkazipreneur | groupe debout dehors devant enseigne, © Mkazipreneur | deux personnes présentant leurs idées, © Mkazipreneur | P. 26: personnes et voitures sur la rue, © GIZ/Ursula Meissner | P. 27: RIA logo, © GIZ UA/Flow Communications | P. 28, haut en bas: Harsen Nyambe Nyambe, © CUA | Femmes et homme en atelier, © GIZ | P. 29, haut en bas: Personnes regardant des cartes, © GIZ | groupe regardant une table, © GIZ | Fatimah Mustapha, © Fatimah Mustapha | P. 30: deux filles tenant des cuillères, © WorldSkillsLyon | P. 31, haut en bas: participant de la Africa Skills Week sur scène, © Yaw Afrim Gyebi | Nardos Bekele-Thomas, © AUDANEPAD | P. 32, haut en bas: Participants à un atelier, © WorldSkillsLyon | Hall de conference, © WorldSkillsLyon | P. 33: Participants au ASW, © Yaw Afrim Gyebi | P. 34: Ng'asike Symprose, © GIZ UA | P. 35, haut en bas: Bakary Sonko, © PHTG/GIZ | Henthel Drede Eyole, © Funchi Brunhilda Beh | P. 36: Vera Bwire, © Vera Bwire | P. 37, haut en bas: Kedrala Wabela Hussien, © Kedrala Wabela Hussien | Funmilola Aderemi, © GIZ AU | P. 38: Photo de groupe à la CUA, © Africa-EU Energy Partnership (AEEP) | P. 39, haut en bas: Photo de groupe, © Egyptian Police Training Centre | Participants, © GIZ Côte d'Ivoire | P. 40, haut en bas: dirigeant des Etats membres de l'UA, © CUA-PAPS | Forum sur les frontières d'Abidjan, © Commission Nationale des Frontières de la Côte d'Ivoire (CNFCI) | P. 41, haut en bas: AU Innovation Lab group, © AUC/Elmeran Communications Plc | Youth in Digital Health Network, © GIZ | P. 42: MOVE Africa Visual, © AUC/Flow Communications | P. 43, haut en bas: photo de groupe, © UA Conseil des Sports | Panel Semaine PIDA, © GIZ/Nicola Demme-Tsegaye | P. 46, haut: Thème de l'UA 2025, © CUA



JEUNESSE

Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de